

## ***Le monolithisme de l'Etat algérien à l'épreuve du pluralisme de la société : le cas de Ghardaïa (2013-2014)***

Prof. Abderrezak DOURARI, Université Alger2/Cnplet

*« ...la conception quasi mystique du 'corps' souverain de la nation fait naître un peu partout le 'problème des minorités' : ceux qui ne parlent pas la même langue ou ne pratiquent pas la même religion à l'intérieur d'une 'nation' sont ainsi transformés en un 'corps' étranger, une 'minorité' regardée avec suspicion »*

(George Corm, *La question religieuse au 21<sup>ème</sup> siècle*, p49)

Dans Ghardaïa vivent globalement deux communautés algériennes, l'une d'origine arabe (Banu Sulaym) et l'autre mozabite d'origine amazighe Zénète. Si la première est venue dans le cadre de l'invasion Hilâlienne du Maghreb au 11<sup>ème</sup> siècle sous l'instigation du califat Fâtimide du Caire, la deuxième est autochtone. Les deux communautés sont musulmanes puisqu'on n'entend plus parler de la petite communauté juive qui y vivait. La première est sunnite mâlikite sous l'influence grandissante du wahhabisme ambiant dans le monde islamique d'aujourd'hui, alors que la deuxième est ibâdite. La première a pour langue maternelle l'arabe algérien, et la deuxième parle le tamazight mozabite. La première vit essentiellement de bédouinisme ; la deuxième est plutôt sédentaire, et s'adonne à l'agriculture (culture du palmier dattier et maraîchère), au commerce et à quelques industries.

Ces deux communautés, algériennes, différenciées par l'origine, le rite, la langue et le mode de vie ont vécu côte à côte depuis des siècles. Même si l'on observe très peu de rapports matrimoniaux entre eux et l'existence d'espaces propres à chaque communauté (des villes proprement mozabites ou proprement arabophones), des espaces de contact urbains (l'école, l'université, les moyens de transport aérien et routier, l'hôpital, les places commerciales, l'administration locale...), mais aussi les échanges économiques, commerciaux et... le chômage, la mal vie, et le sentiment d'abandon par l'Etat, les réunissent.

Cependant le modèle d'Etat algérien, qui n'a pas été le fruit d'une cogitation intellectuelle sur les faits anthropologiques et historiques, est une construction juridique en déphasage complet avec les réalités sociales. Il est bien le produit de l'urgence ressentie par les indépendantistes au début du 20<sup>ème</sup> siècle de se doter d'un Etat aussi unifié que celui du colonisateur, et n'a pas tenu compte de l'histoire sociale, culturelle, linguistique et religieuse des Algériens. Le modèle d'Etat colonial, notamment son centralisme jacobin et autoritaire, était prégnant tant et si bien que c'était l'émir Abdel Kader (figure arabo-islamique opposé à la France coloniale) qui s'est imposé pour en représenter l'ancrage historique, plutôt que les royaumes-Etats de Syphax, ou de Massinissa (autochtones et antéislamiques), ni même celui des Rustumides (autochtone islamique Ibâdite), ni encore moins celui des Hammadites, ou celui des Almoravides ou celui des Almohades (autochtones et islamiques chi'ite ou sunnite)...

Le jacobinisme français, autoritaire et fusionniste, a été transposé mutatis mutandis à la perspective d'Etat algérien. La France était perçue à travers la lorgnette réductrice de la langue et de la religion : elle était représentée comme reposant sur la langue française et la religion chrétienne-traits survalorisés tant et si bien que l'Etat algérien en perspective devait alors reposer sur la langue arabe classique et le sunnisme islamique (malikisme), globalement et exclusivement.

La table de Procruste étant mise, les premiers couacs s'étaient fait ressentir dans le PPA-MTLD en 1949 quant à la place de l'algérianité. L'Etoile Nord-Africaine, puis le PPA et le PPA-MTLD, constitués à partir de l'émigration algérienne kabyle, essentiellement, et premier noyau du nationalisme indépendantiste algérien, secrète paradoxalement une direction politique qui fait dans le déni identitaire le plus élémentaire : seule l'idée « d'Algérie arabe » est retenue contre l'idée « d'Algérie algérienne » dont certains de ses partisans ont été éliminés physiquement par leurs propres compagnons de combat<sup>1</sup>.

A l'indépendance, cette obsession de « fabriquer » un *Algérien nouveau* appartenant à une nation d'individus identiques-singletons mathématiques- a fourni la légitimité à toutes les violences menées par le FLN parti unique, de l'Etat unique, de la nation unique, d'une religion unique, s'exprimant dans une langue unique... Elle exigeait une amnésie historique: l'histoire des Algériens devait commencer le jour où elle est mise sous domination des troupes arabes sous l'étendard de la religion islamique. Cet « événement-avènement » est lui-même transcendantalisé et est exclu des faits historiques humains (impensable) : confusion entre mythologie et histoire, entre unicité et unité ! L'une des conséquences en est que d'aucuns iront, aujourd'hui anachroniquement, jusqu'à oser traiter de traîtres les ancêtres amazighes (Koceila, musulman, et Dihya) qui avaient défendu leur terre contre les troupes arabes.

Le costume ainsi taillé était trop étroit pour qu'une algérianité historique plurielle et bien plus grande puisse s'y accommoder, d'autant que les gestionnaires de cet Etat souffraient et souffrent toujours d'une illégitimité patente et d'une culture d'Etat indigente.

Ce ne sont d'ailleurs pas les textes fondateurs de la révolution ouverts sur la citoyenneté et le concept d'Etat-nation moderne (19<sup>ème</sup> -20<sup>ème</sup> siècles) qui ont inspiré les tenants du pouvoir depuis l'indépendance. Le texte de la Plate-forme de la Soummam, qui insiste sur la reconnaissance de la citoyenneté des différentes communautés algériennes d'origine européennes et autochtones au – delà de leurs convictions religieuses, couplé au rejet explicite de la théocratie, est scotomisé depuis l'assassinat d'Abane Ramdane. Les différents coups d'Etat postindépendance, à commencer par celui contre le GPRA qui a conduit la lutte armée jusqu'à l'indépendance, pour réduire l'Etat à une surenchère d'allégeance au chef surpuissant, les institutions à un décorum et l'identité à un carcan déréalisé en conformité avec les fantasmes idéologiques des chefs.

En ne prenant pas en compte les composantes culturelles, linguistiques, religieuses...réelles des Algériens, en refusant de reconnaître dans les faits la liberté de conscience et les libertés individuelles, ce paradigme d'Etat avait inscrit la tendance centrifuge dans sa philosophie fondatrice, ainsi que dans ses modes de gouvernance. La crise de Ghardaïa comme celle de Kabylie, ou des Aurès ((affrontements récents entre Nememcha (amazighs), et Ouled Yahia, (d'origine arabe)), ou des Touaregs (affrontements récents entre Touaregs et Arabes)- régions constituées de spécificités non prises en compte, n'en sont que les symptômes apparents.

L'Etat algérien, constitué contre sa propre histoire et contre la citoyenneté, avec des institutions factices, qui contrôle plus qu'il ne gère les intérêts des différentes composantes de la société, contient une obsolescence programmée.

***Les Mozabites Ibâdites face à leur mode d'organisation***

L'Etat algérien est un cadre juridique, politique et linguistique qui n'intègre pas les minorités et les spécificités représentées comme menaces à l'unité de la nation. Les Mozabites amazighs et Ibâdites représentent une double spécificité qui ne rentre pas aisément dans ce cadre étrié. Mais les structures politiques traditionnelles mozabites (*majlis al-'a'yân*, conseil constitué des 'Izaben-chargé de maintenir le dogme ibâdite dans sa pureté ; *majlis Cheikh Abderrahmane al-Karthi*, conseil chargé de la gestion des choses laïques; et *majlis 'ami Saïd*, conseil supérieur de coordination entre les différentes villes y compris Ouargla) sont de moins en moins opérationnelles et font souvent doublure avec les structures modernes de l'Etat (mairies, Daïras, Wilayas, ministères) sans en avoir la puissance d'action. Ces conseils ancestraux des mozabites ibâdites ne sont plus si crédibles et il se crée des conseils de coordination élus par les acteurs à chaque fois que la conjoncture l'exige.

La tradition des mozabites de ne pas intégrer les structures militaires et de police les rend encore plus vulnérables. En Algérie on ne connaît quasiment aucun général, colonel, wali, ministre mozabites (il y en a eu quelques uns pour ce dernier poste) contrairement aux Kabyles et Chaouis, par exemple. Cette auto-marginalisation par crainte d'altération de leur identité ancestrale, et pour maintenir la loyauté des individus attachée à la seule autorité des structures traditionnelles mozabites, agit aujourd'hui dans le sens opposé de celui attendu.

Leurs concitoyens et voisins arabophones s'inscrivent dans une perspective contraire et le fait qu'ils se définissent déjà dans le cadre de la formule identitaire étatique officielle (arabo-islamique sunnite mâlikite), donc anti- Khâridjite et antiberbère, minimise leur origine allochtone<sup>2</sup> et les met en position de force au double plan stratégique (intégration des rouages décisionnels de l'Etat) et tactique (intégration des instruments opérationnels de police locaux et nationaux). D'où ce sentiment, sans doute vraisemblable, des Mozabites que les services de police (dont la composante humaine est communément essentiellement locale) se rangent du côté du voisin arabophone.

Les Mozabites appartiennent donc à l'autochtonie amazighe *majoritaire* en Algérie<sup>3</sup> (non reconnue comme telle par le pouvoir), mais sont *minoritaires* dans la vallée qui porte leur nom (vallée du Mزاب) aux plans démographique, religieux et linguistique. Par ces critères, ils sont minoritaires à l'échelle nationale, mais aussi dans le cadre plus restreint de l'amazighophonie.

Un haut responsable algérien, en visite à Illizi (début Mars 2014), pour lequel « il n'existe pas de minorité en Algérie », et au lieu de dire que les Ibâdites étaient des citoyens algériens au même titre que les autres, déclare, comme dans un élan lyrique de générosité : « *les Ibâdites sont nos frères, ils sont d'ailleurs sunnites* » !

### ***Ibâdisme contre khârijisme***

Les Ibâdites sont accusés par le wahhabisme (car en fait le Malikisme n'a plus d'école visible, ni de leader reconnu) de Kharidjite<sup>4</sup>. Même historiquement infondée<sup>5</sup>, cette accusation les met psychologiquement dans la défensive face au voisin malikite plus nombreux et tirant profit des critères identitaristes chers au pouvoir. La haine anhistorique cultivée contre le Kharidjisme, dans le discours religieux officiel dominant<sup>6</sup>, renforce par ricochet l'inimitié agressive du Salafisme-prisonnier de l'atmosphère réifiée (habitus et hexis: habillement, postures corporelles, pseudonymes) des clivages théosophiques, politiques et religieux du 7<sup>ème</sup> siècle de l'ère chrétienne où son horloge civilisationnelle semble s'être définitivement arrêtée<sup>7</sup>.

Le conflit *politique* entre Muawiya Ibn Abî Sufyân et Ali Ibn 'Abî Tâlib, suite à la guerre de Siffîn (657), et l'arbitrage qui tourna à l'avantage truqué du premier, est hypostasié, rendu atemporel et conditionne à nos jours les conflits sanglants entre musulmans. A Nahrawayn (658) la guerre opposa Ali et les kharijites qui rejetaient l'arbitrage. La guerre entre l'Imam Hassan (fils d'Ali et de Fâtima) et Muawiya après l'assassinat d'Ali par un *azraqi* (khârijite), cristallisa les oppositions islamiques par delà l'histoire et la géographie ! Muawiya, le plus contesté des califes pour les musulmans, est paradoxalement perçu comme le représentant atemporel « des gens de la sunna et du consensus » (*ahl as-sunna wa l-djamâ'a*); alors que le calife Ali, le loser, est paradoxalement célébré pour sa probité (et pour être un *ahl al-bayt*, gendre et cousin du prophète), mais est anathématisé par les sunnites pour être le référent du Chi'isme et par les Kharijites, notamment de la secte *azraqiyya*, pour avoir accepté l'arbitrage. Mais y a-t-il des paradoxes dans la pensée mythique ?

Ceux parmi ses partisans qui l'ont combattu pour avoir accepté l'arbitrage, les Khâridjites *azraqi*, sont combattus autant par les sunnites, partisans de Muawiya, que par les Chi'ites restés fidèles à Ali !

C'est dans cette atmosphère idéologique électrique et confuse que les Ibâdites -- qui étaient en désaccord politique pacifique avec Ali, tout en ayant combattu dans les rangs de son armée, puis dans l'armée de son fils al-Hassan contre Muawiya- sont embarqués indistinctement comme Khâridjites<sup>8</sup> et leur vouent une haine injustifiée. C'est ce qui conduisit Abu Yazid (l'homme à l'âne) ou Obaïd Al-Lah, le chef guerrier Fâtimide, à les combattre, et, pour le dernier cité, à écraser la cité Ibâdite de Tihert au 10<sup>ème</sup> siècle.

En fait les Muhakkimas, dont fait partie le fondateur manifeste de l'Ibâdisme (Abdellah Ibn Ibâdh), n'étaient d'accord ni avec Ali, ni avec son fils al-Hassan, et encore moins avec Muawiya, mais s'étaient rangés militairement contre ce dernier!

Les gens qui n'avaient pas cautionné l'arbitrage entre Ali et Muawiya s'appelaient les *Muhakkima* (qui déclarent ne reconnaître la capacité d'arbitrage qu'à Dieu). Le fondateur manifeste de l'Ibâdisme, Abdellah Ibn Ibâd at-tamîmî al-murrî de la tribu de Mudar<sup>9</sup>, était membre des Muhakkima et s'était opposé au leader des kharijites radicaux comme Abu Rachîd Nâfi' bnu l-'Azraq dont il réfuta explicitement les idées<sup>10</sup>.

Ces conflits politiques, du 7<sup>ème</sup> s. en Arabie (Asie), sont essentialisés et transposés tels quels dans cette Algérie (Afrique du Nord) du 21<sup>ème</sup> siècle et constituent la trame de l'excessive agressivité des Salafistes à l'égard des Ibâdites, mais certainement aussi l'indifférence implicite probable des agents de l'Etat et de ses institutions locales. C'est connu, les Salafistes ne tiennent aucun compte de l'espace et du temps. Seule leur façon de voir est vraie. Tout le reste est totalement faux, hypocrisie et apostasie, selon eux. Le fait qu'en en 1990 le FIS n'ait obtenu aucune commune à Ghardaïa n'est-il pas une chose à méditer dans ce sens ?

Mais en quoi l'Etat algérien moderne (on est en 2014 !) est-il concerné par cet écheveau politico-religieux d'un autre temps et lieu?

En quoi les *Algériens Amazighes mozabites*, qui ne vivaient pas en Arabie, au temps de ces conflits entre *Arabes d'Arabie*, mais bel et bien en Afrique du Nord (dans cette vallée du Mزاب), seraient-ils en quoi que ce soit responsables de ce qui s'y passa à cette époque si lointaine *géographiquement* et historiquement? Les Mozabites ne sont devenus ibâdites qu'un siècle après cet événement ! De

même, en quoi les Algériens d'origine Banu Soleim, qui vivent ici depuis 1000 ans, seraient-ils en quoi que ce soit tenus pour héritiers des actes des bédouins de l'époque qui n'étaient pourtant pas connus pour être entrés en Islam parmi les premiers ?

Mes amis des deux côtés savent bien le fond de ma pensée : Tous sont des Algériens et uniquement algériens et la seule loyauté à proclamer est celle due à la République algérienne, dont l'Etat voit ses institutions périlcliter chaque jour pour devenir progressivement impuissant face au crime et aux lobbys.

On voit bien la nécessité d'une réforme de l'Etat et du système éducatif pour l'enseignement de l'histoire de la religion /des religions en enracinant l'identité algérienne dans l'histoire scientifique, dans l'algérianité non mythique, dans le territoire, dans la géographie, avec la nécessité de la présence physique d'une carte du monde et du globe terrestre dans les salles de classe.

L'Hypertrophie du discours identitariste ressassé par le FLN-parti-Etat depuis 1962 (en cela continuateur de la position du PPA-MTLD) a abouti aujourd'hui à ces conséquences logiques. La crise à Ghardaïa est une crise du modèle d'Etat algérien tout autant qu'une crise du pouvoir FLN-parti archaïque et de son idéologie déréalisée.

Seule une solution basée sur la refonte de l'Etat algérien sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs, sur la citoyenneté assumée par le pouvoir réel et par ce qui reste des institutions de l'Etat et des citoyens, mais aussi une véritable refonte d'une politique linguistique pluraliste, en phase avec une politique culturelle, et éducative citoyennes, est à même, sur le long terme, de re-stabiliser l'Etat et la société dans le respect des différences.

#### *Quelques actes urgents utiles*

Considérant que ce rite islamique est inconnu en vérité par la majorité des Algériens, et que cette ignorance est manipulée pour discréditer nos concitoyens mozabites ibadites :

- 1) il serait utile de faire une campagne intense d'explication du rite ibadite à travers les mosquées et les TV publiques et privées, par le biais d'Imams ibâdites qui passeraient dans les mosquées sunnites des grandes villes pour vulgariser leur rite à leurs collègues et aux croyants.
- 2) Organiser un grand colloque scientifique à Ghardaïa même ou dans la capitale, sur l'Ibâdisme et sur la vie en société, le pluralisme et le vivre ensemble pour apporter des éclairages de la science sur cette question.
- 3) Mettre en place un collectif de juges connus pour leur **impartialité** qui ne doit tenir compte que du droit en considérant que tous sont des **citoyens égaux** devant la loi : **punir et non couvrir** les auteurs de troubles filmés en plein acte y compris les agents de l'ordre
- 4) Mettre en place d'une **commission nationale indépendante d'enquête** composée de personnalités reconnues pour leur probité et impartialité (style **commission Issad pour la Kabylie**), avec un délai raisonnable de reddition du rapport et des recommandations.
- 5) **Assurer la sécurité des hommes et des biens de manière impartiale** par un corps de sécurité sous contrôle de la loi et n'obéissant qu'à la loi

- 6) **Contraindre les institutions de l'Etat** dans la région à un fonctionnement **conforme à l'Etat de droit** (bannissement de l'impunité)
- 7) **Sanctionner les agents de police et de l'Etat impliqués** dans le soutien d'une partie des citoyens contre l'autre et ceux impliqués dans des exactions inhumaines que la loi et la morale réprouvent : il s'agit de **rétablir l'ordre républicain et légal** et non pas de semer les graines du désordre
- 8) **Libérer les citoyens arrêtés alors qu'ils défendaient leurs biens** contre le pillage et la destruction par l'incendie pour effacer les traces
- 9) **Maîtriser les réseaux salafistes et le cartel de la drogue** et empêcher leurs activités provocatrices agressives contre les mozabites et ibâdites et plus largement de toute la société ghardaouie
- 10) **Reconnaître officiellement l'ibâdisme** comme un rite musulman et le défendre, en tant que **composant de l'algérianité** et en tant qu'expression de **la liberté de culte et de conscience garantie par la constitution de l'Etat algérien**, contre l'agression du salafisme
- 11) **Assurer à la région un développement économique et social** à même de rendre l'espoir et la vie à la jeunesse de la région (arabophones et amazighophones, malikites, ibâdites, etc.) et **l'orienter vers l'avenir** et non vers le passé, vers la construction et non pas la destruction

## Modus operendi

Ces aspects pourraient **être formulés dans un discours officiel de la plus haute autorité de l'Etat** sous **la forme d'assomption de ces idées citoyennes, conformes à l'Etat de droit, et de promesses constitutionnelles et légales et d'actions immédiates** (planning de réalisation) en partenariat avec la commission de coordination dont la population locale s'est dotée.

---

<sup>1</sup> V. Ali Yahia Abdennour, 2014, *La crise berbère de 1949, Quelle identité pour l'Algérie ?*, Barzakh, Alger

<sup>2</sup> Ceci est d'autant plus vrai que la thèse de l'origine arabe yéménite Himyarite des Amazighes est toujours d'actualité dans les sphères officielles et compte en sa faveur un lobby arabiste puissant

<sup>3</sup> V. A. DOURARI, 2014, "Amazighs in the Algeria : an ethnic majority yet a linguistic minority », Routledge, USA, GB

<sup>4</sup> Dans la dernière crise à Ghardaïa, des slogans, dupliqués à la manière des révolutions arabes, demandaient le départ des kharidjites ! : « *irhal ya khawaridj* »

<sup>5</sup> V. A. DOURARI, "Algeria: Cultural Multiplicity and Unity Dialectics", in *Multiculturalism in the Maghreb*, Edited by Moha En-Nâjî, Routledge, 2014; pour une étude sérieuse des Hadîths apocryphes sur l'Ibâdisme voir, *al-Khawaridj wa l-haqîqa al-ghâ'iba* (= Les Kharijites et la réalité obliée) de Nâcir b. Sulaymân b. Sa'îd as\_Sâbi', Université Sultan Qabus, Oman.

<sup>6</sup> L'ancien ministre des affaires religieuses, dans certaines de ses interventions, leur fait porter le chapeau du terrorisme ; alors que l'actuel affiche une ouverture d'esprit favorable à une vie citoyenne apaisée.

<sup>7</sup> Ceci ne les empêche pas de profiter de gadgets modernes du nec plus ultra en matière de voitures, de smartphones, de montres, de micro-ordinateurs...

<sup>8</sup> Les Khârijites étaient trois tendances : an-Najdiya, al-'Azâriqa, et al-Muhakkima

<sup>9</sup> V. Ibn Hazm, *Djamhrat ansâb al-'arab*

<sup>10</sup> V. Al-Ibâdhiya, *a study of the Islamic sect of Nefusa*, Omar Khalifa Al-Nâmi (pdf); *La zenatia du Mzab de Ouargla et de l'Oued Rhir*, René Basset, Paris, Ernest Leroux, Editeur, 1893 (pdf)